

**ARRETE
PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE
DE STATIONNEMENT
RUE RICHELIEU
N°ARPM-69 /2019 T**

LA RAVOIRE, le 14 mai 2019

Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

VU l'article R.610-5 du code pénal,

VU le code de la route et notamment les articles R.411-25 et R.411-8,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

VU l'avis du Chef de service de Police Municipale,

VU la demande formulée par l'entreprise CHANUT DÉMÉNAGEMENTS sise 12 rue Jean Solvain – 43000 LE PUY EN VELAY en date du 7 mai 2019,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques à l'occasion d'un déménagement,

ARRETE

Article 1^{er}: Le mercredi 22 mai 2019, de 7 heures à 19 heures, le véhicule de déménagement de la société CHANUT DÉMÉNAGEMENTS est autorisé à stationner sur la place au droit du bâtiment « Le Cyrano », **RUE RICHELIEU**.

Article 2 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de Service de Police Municipale**.

Le Maire,

Frédéric BRET



Destinataires :

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique,

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

